Conseil communal de Lausanne

Rapport de la commission N° 88

Chargée de l'examen du rapport-préavis N° 2023/65 – « Réponse au Projet de règlement de Moscheni Fabrice et crts - Mieux protéger les policières et les policiers - Modification de l'article 29 du règlement général de police »

Présidence :	BENVENUTI Romane (Les Vert·e·s)
Membres présents :	Mme Tatiana TAILLEFERT (rempl. M. Oleg GAFNER (Les Vert·e·s)), M. Samuel DE VARGAS (Soc.), M. Mountazar JAFFAR (Soc.), M. Musa KAMENICA (rempl. Mme Joëlle RACINE (Soc.)), M. Samson YEMANE (Soc.), Mme Mathilde MAILLARD (rempl. Mme Pauline BLANC (PLR)), M. Olivier BLOCH (rempl. Mme Coralie DUMOULIN (PLR)), M. Nicolas HURNI (PLR).
Membres excusés :	Mme Ariane MORIN (Les Vert·e·s); M. Fabrice MOSCHENI (UDC), Mme Agathe SIDORENKO RABOUD (EàG), M. Jean-Marc BÉGUIN (Vert'lib).
Représentant de la Municipalité :	M. Pierre-Antoine HILDBRAND, directeur SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE
Invitée :	Mme Cindy FELLE, Secrétaire général de la Direction sécurité et économie
Notes de séances	M. Léopold Tschanz

Lieu : Hôtel de Ville, salle des Commissions

Date : 30.05.2024

Début et fin de la séance : 17h01 – 17h32

Monsieur le Municipal rappelle que le postulat Moscheni renvoyé à la Municipalité souhaitait un projet de règlement pour mieux protéger les policier·ère·s lausannois·e·s et prévoyait une modification de l'article 29 du règlement général de police. La Municipalité a essayé de le faire mais n'a pas reçu de retour favorable de la part du Canton. Elle a par la suite demandé un avis de droit et essayé d'aller dans le sens de la demande avec une modification plus légère du règlement, dans le cadre des compétences communales.

Discussion générale :

Plusieurs questions sont adressées à la Municipalité sur l'estimation du nombre de personnes concernées par ce dont traite le rapport-préavis, la procédure actuelle au moment du dépôt d'une plainte pénale de la part d'un·e policier·ère (et si cela aboutit à une amende) et la pratique des autres communes en la matière.

Monsieur le Municipal répond que de nombreuses injures à l'égard de la Police ne sont pas dénoncées, principalement car cette dernière s'abstient de le faire, les personnes insultantes étant fréquemment alcoolisées, sous l'effets de substances ou très émotionnelles. Lorsque le corps de police se sent véritablement injurié, il recourt à des dénonciations relevant du Code pénal. Certain·e·x·s ne

Conseil communal de Lausanne

souhaitent par ailleurs pas surcharger la Commission des contraventions plus qu'elle ne l'est déjà. En outre, il n'y a que peu d'usages de cet outil. Des statistiques sont disponibles à la Commission des contraventions. Les plaintes pénales déposées sont généralement nominales et ce n'est pas la police de Lausanne qui investigate sur ces cas. Cela peut aboutir à une amende (mais pas une amende d'ordre). Il existe des communes avec le même règlement général de police dont une modification intégrant des injures a été validée par le Canton mais cela ne pourrait plus être le cas aujourd'hui. Il ne peut pas répondre quant aux montants des amendes similaires dans d'autres villes suisses.

Divers avis s'expriment au sein de la commission :

- Le cœur du projet initial concernait la volonté de réprimer plus fortement l'injure mais que cela n'est, après consultation cantonale, pas possible. Ladite proposition de règlement perd ainsi de son intérêt et s'écarte de la volonté initiale. Une amende de 500.- renforce le volet répressif et ne semble pas permettre de protéger davantage la Police.
- Un doute est émis sur le capacité du montant minimal des amendes à réduire le nombre d'injures reçues par les fonctionnaires et à améliorer les relations entre le Corps de police et la population lausannoise. Un travail devrait être effectué en amont, sans passer par l'aspect répressif de l'amende.
- Selon une commissaire, le législateur fédéral laisse une marge de manœuvre aux cantons et communes et il y a donc des situations qui peuvent être réprimées par une contravention. Puisque les policiers ne se précipitent pas pour dénoncer une situation à la Commission des contraventions, les cas où ils le font sont donc justifiés. Ce projet de règlement permet de mieux les protéger dans ce sens en fixant des seuils minimaux d'amendes pour ces cas rares.

Des questions supplémentaires sont posées au Municipal : D'une personne ayant injurié la police, est-il plus simple de payer une amende ou de voir une procédure pénale engagée contre elle ? A-t-on des retours concernant l'efficacité de l'augmentation des contraventions quant à l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires ?

- Monsieur le Municipal répond qu'il y a un gros avantage à être sanctionné sur la base du règlement communal plutôt que par une autorité judiciaire pénale, notamment car les inscriptions au casier judiciaire n'existent pas pour les cas de contraventions. Ladite proposition de règlement permettrait ainsi aux fonctionnaires d'être moins retenus de dénoncer certains comportements et sanctionnerait moins gravement les personnes injurieuses. Les montants des amendes iraient auprès de la Commission des contraventions et non du Corps de police. Concernant l'efficacité d'une réglementation, elle est très difficile à évaluer. Les fonctionnaires en ville sont confrontés à des situations spécifiques (liées à la vie nocturne/ au nettoyage urbain etc...) et se sentent démunis face à des comportements qui s'aggravent à leur égard. Différents corps de police au niveau suisse avaient souhaité une incrimination spéciale pour les agressions et injures dont ils sont victimes mais par manque de disposition spécifique pouvant les protéger, cela n'a pas trouvé grâce.

Monsieur le Municipal réagit ensuite à certains propos tenus. Le fait que de nombreuses lois ne soient pas connues de leurs destinataires n'enlève en rien la pertinence de certaines dispositions légales. Si certains fonctionnaires souhaitent plutôt se tourner du côté de la justice pénale, d'autres se contentent d'interventions au niveau communal. Il ajoute que la Municipalité s'est efforcée d'aller au plus proche du projet de règlement (usuel dans une telle démarche) mais qu'il revient au Conseil Communal de fixer les montants des sanctions si ceux-ci posent problème.

Conseil communal de Lausanne

Des commissaires débattent ensuite de l'utilité de fixer un seuil minimal de 500 francs pour les injures destinées au corps de police :

- Un commissaire rappelle qu'une disposition permettant de condamner les personnes entravant les fonctionnaires dans le cadre de leurs fonctions existe déjà. La voie administrative peut être choisie au lieu d'une procédure pénale. Le projet de règlement propose uniquement de fixer un seuil minimal d'amende. La proposition d'amende à 500.- pouvant être abaissée dans les cas moins grave ne gagne pas en lisibilité et que le règlement perd de son sens s'il est possible d'y déroger. La Commission des Contraventions pourrait fixer des amendes de cette hauteur, il s'agit ici simplement que le Conseil Communal établisse un minimum. Il aurait pu entendre la pertinence d'une proposition dédiée aux injures mais l'avis de droit y est opposé
 - o Monsieur le Municipal réagit directement en indiquant que l'idée du règlement était plutôt de faire une distinction entre 1) des cas de peu de gravité où l'appréciation de la Commission des Contraventions s'exerce et 2) les cas graves pour lesquels la Commission peut demander 500.- d'amende, et 1000.- en cas de récidive.
- Un commissaire mentionne que le projet vise à davantage protéger l'ensemble des fonctionnaires et que cela pourrait contenter non pas uniquement le Corps de police d'augmenter l'amende en cas de récidive ou de contraventions continues.
- Un commissaire estime que ce genre de sanctions fait partie des moyens permettant de responsabiliser les gens vis-à-vis des fonctionnaires, p.ex. des agent·e·s de nettoyage au bord du lac

Conclusions de la commission : Les conclusions sont votées séparément.

- La commission accepte la première conclusion par 7 oui, 1 non et 1 abstentions.
 - Elle accepte également la deuxième conclusion par 6 oui, 0 non et 3 abstentions
 - Elle refuse enfin la dernière conclusion par 5 non, 3 oui et 1 abstention.
-

Lausanne, le 18 septembre 2024

Le rapporteur/la rapportrice :
Romane Benvenuti